Séance publique du 29 mars 2004

Délibération n° 2004-1827

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Opération de promotion du compostage individuel**

service : Direction générale - Direction de la propreté

Le Conseil,

Vu le rapport du 10 mars 2004, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le plan de mandat de la Communauté urbaine fixe comme objectif de recycler les déchets par tout mode de valorisation matière ou énergie, notamment en mobilisant les producteurs de déchets sur le recyclage de leurs déchets.

En l'occurrence, elle doit se conformer au plan départemental d'élimination des déchets ménagers. Ce document prévoit notamment l'utilisation de composteurs individuels par 15 à 30 % de la population en habitat individuel. Il fixe comme objectif au 1er janvier 2005 l'équipement de 10 % de l'habitat individuel de la Communauté urbaine.

Ces composteurs permettent de valoriser la partie fermentescible des déchets ménagers (restes alimentaires, déchets végétaux, papiers non encrés), soit de 30 à 50 % de la production de déchets d'un foyer. Le compost produit est utilisé par le particulier dans son jardin, comme élément nutritif et structurant pour le sol.

Le présent rapport a pour objet le lancement d'une opération test de compostage individuel sur un échantillon de sa population en habitat individuel.

La dépense occasionnée par cette opération est estimée à 85 000 € TTC, dont 55 000 € pour l'acquisition des composteurs et jusqu'à 30 000 € pour la communication et le suivi. Au terme de cette opération, le taux de succès permettra de décider des conditions de son extension à l'ensemble du territoire.

Cette opération serait lancée au second trimestre 2004 avec, dès septembre, la mise à disposition des particuliers de 850 composteurs à un tarif préférentiel, et un accompagnement dans la mise en place et le suivi.

Les utilisateurs de composteurs participeraient à l'achat des composteurs à hauteur de 30 % du prix d'achat, à savoir entre 20 et 30 € TTC. La Communauté urbaine financerait les 70 % du prix des composteurs ainsi que la totalité des frais de communication et de suivi.

L'opération pourrait être subventionnée par la région Rhône-Alpes à hauteur de 20 % du coût effectif d'achat des composteurs et jusqu'à 50 % pour la communication et le suivi, à savoir environ 20 000 €, ce qui entraînerait une prise en charge nette maximale de 63 000 € TTC pour la Communauté urbaine, soit environ 25 € par habitant équipé en composteur.

Ainsi, avec un détournement de 30 % du tonnage des déchets ménagers de la collecte et du traitement par les services de la Communauté urbaine vers le compostage individuel, le temps de retour sur investissement de cette opération test est de deux ans maximum.

L'opération se déroulerait de la manière suivante :

- consultation des entreprises pour la fourniture de 850 composteurs maximum (2 modèles de volume différent, l'un en plastique, l'autre en bois) dont 88 % destinés aux habitants volontaires des communes test et 12 % à des demandes ponctuelles d'habitants d'autres communes de la Communauté urbaine,

- information des habitants volontaires par les bulletins municipaux et le magazine communautaire ; journées de présentation des composteurs avec démonstration ; inscriptions par bulletin de réservation, voire par internet,

- commande et distribution des composteurs avec livret d'information par le prestataire auprès des foyers volontaires dans des communes déterminées par l'opération, dont le taux d'habitat pavillonnaire est représentatif et, dans un souci de bonne gestion, situées de préférence dans une même subdivision territoriale. Ainsi, il est proposé cinq communes dont le taux d'habitat pavillonnaire varie de 26 à 87 % et qui totalisent une population en habitat individuel de 21 312 habitants. Ces communes sont Charbonnières les Bains, Charly, Irigny, Sainte Foy lès Lyon et Tassin la Demi Lune. La part de cette population desservie augmentée des demandeurs d'autres communes constitue un échantillon de 10 % de l'habitat individuel sur la Communauté urbaine,

- les personnes volontaires contribueraient à hauteur de 30 % à l'achat du composteur à savoir entre 20 et 30 € TTC, le reste étant à la charge de la Communauté urbaine,

- des conventions seraient signées avec des associations qui seraient subventionnées pour assurer un conseil technique et un suivi de l'opération. Ce suivi porterait sur la liste des personnes ayant acquis un composteur ainsi que si possible, avec l'aide des associations, sur le recensement des personnes réalisant un compostage en tas, l'utilisation qui en serait faite du composteur neuf mois après son acquisition, puis au bout d'un an, voire deux ans plus tard, la qualité du compost obtenu et son utilisation avec un suivi des quantités détournées ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'article 28 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 2003-1327 en date du 7 juillet 2003 ;

Oui l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Approuve :

a) - le lancement de l'opération test de compostage individuel sur les communes de Charbonnières les Bains, Charly, Irigny, Sainte Foy lès Lyon et Tassin la Demi Lune,

b) - le taux de participation des habitants fixé à 30 % du prix d'achat TTC du composteur, soit de 20 à 30 €,

c) - la demande de subvention à la région Rhône-Alpes d'un montant représentant 20 % du coût de l'opération,

d) - le principe de passer des conventions avec des associations partenaires pour assurer un conseil et un suivi auprès des habitants et ce en application de la délibération n° 2003-1327 en date du 7 juillet 2003 et à cet effet de proposer au bureau délibératif de compléter la liste des associations et d'attribuer un maximum de 30 000 € pour l'ensemble des partenaires.

2° - **Le marché** de fourniture des composteurs sera attribué à la suite d'une consultation des entrepreneurs, conformément à l'article 28 du code des marchés publics.

3° - **La dépense** prévisionnelle correspondant à l'achat des composteurs sera prélevée sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2004 - section de fonctionnement - centre budgétaire 5360 - centre de gestion 5360 - compte 606 320 - fonction 812.

4° - **La dépense** prévisionnelle correspondant à la communication et au suivi sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2005 - compte 657 480 - fonction 812.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,